

PLUS D'ÉGALITÉ, PLUS D'ARGENT POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE

Montreuil, le 22/02/2024

Se mobiliser pour les droits des femmes, c'est vouloir transformer la société, ne pas se satisfaire de l'ordre établi. C'est se mobiliser pour gagner un monde plus juste et plus égalitaire, à l'opposé des politiques antisociales qui se succèdent depuis trop longtemps. Se mobiliser pour l'égalité professionnelle mise à mal par les rémunérations aléatoires qui pénalisent prioritairement les femmes, c'est aussi se mobiliser pour le pouvoir d'achat pour de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, via l'augmentation du point d'indice pour la Fonction publique et contre les rémunérations au « mérite ». L'Égalité professionnelle, ce sont des millions d'euros de cotisations sociales, autant de recettes pour l'État qui permettraient de résorber les déficits et de mieux partager le travail.

Pourquoi être en grève interprofessionnelle et en manifestation le 8 mars ?

C'est une journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une journée de grève pour exiger l'égalité réelle au travail et dans la vie. C'est aussi une journée de solidarité avec les femmes du monde entier.

Cette grève nous concerne toutes et tous car femme, homme, transgenre et plus, que l'on soit en couple ou pas, avec des enfants ou sans, dans le privé ou la fonction publique, en activité ou à la retraite, nous ne pouvons pas accepter qu'une société tolère et se construise encore sur des postulats de domination, sexistes et discriminatoires.

Le 8 mars est la journée où l'on rend visible la condition des femmes : sous payées, exploitées, violentées. De cette journée viendra l'émancipation, l'Égalité, la liberté.

Les violences sexistes et sexuelles, dans la vie privée, publique et au travail sont monnaie courante. 1 femme sur 3 est victime de harcèlement sexuel et 80 % disent avoir subi du sexisme.

Les femmes sont majoritaires dans les métiers avec des contrats précaires et injustement sous-valorisés. Elles subissent des inégalités de carrière, de revenus, d'autant plus si elles sont mères.

Dans la fonction publique les femmes représentent 70 % des bas salaires et gagnent en moyenne 19 % de moins que les hommes. À la DGFIP, les femmes sont 62,5 % en catégorie C, 58,6 % en B, 51 % en A et 33 % en A+.

De façon imposée ou induite, les femmes sont beaucoup plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel (84 % des

temps partiels à la DGFIP), ce qui les pénalise en termes de déroulé de carrière, de revenus et de retraite. Les tâches domestiques et familiales leur incombent le plus souvent, et les moyens donnés aux métiers de la petite enfance et de la dépendance sont largement insuffisants.

La rémunération « au mérite » est de plus en plus répandue. Du fait des entraves déjà pointées et de la méthode même d'établissement de la part variable, elle contribue aux inégalités de rémunération entre femmes et hommes.

Pourquoi être en grève Fonction publique et en manifestation le 19 mars ?

Pour mettre un terme à la spirale de paupérisation des personnels de la fonction publique et refuser de subir une année blanche en termes de traitement.

Pour ouvrir sans délai des négociations Fonction publique sur la base de nos revendications, pour améliorer les carrières et prendre des mesures générales pour les salaires, notamment en revalorisant véritablement le point d'indice (+10% tout de suite) avec rattrapage des pertes accumulées et indexation sur l'inflation.

Les agent·es ne sont pas dans l'attente d'un prétendu « mérite » synonyme d'arbitraire.

Rappelons que l'année 2023 s'est terminée avec une inflation de 4,9 % (dont 11,8 % pour les seuls produits alimentaires). À la DGFIP, dans ce contexte inflationniste, l'érosion de notre régime indemnitaire n'a jamais été aussi flagrante, mettant en difficulté de nombreux agents... et jouant sur l'attractivité de notre administration.

Pourquoi être en grève et en manifestation le 8 mars et le 19 mars ?

Se mobiliser pour les droits des femmes et contre les discriminations qui leur sont faites est un levier puissant pour rouvrir la question sociale et renouveler le combat de classe.

C'est dire que l'ensemble des salariés de la Fonction Publique réclament l'Égalité de traitement. Ils apportent eux aussi leurs compétences et créent des richesses. Leur rémunération doit leur permettre de vivre dignement et être entièrement prise en compte pour le calcul de leurs pensions.

**ALORS TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, SOYONS MASSIVEMENT EN GRÈVE ET
EN MANIFESTATIONS LE 8 ET LE 19 MARS !**